

Le Conseil fédéral entre en campagne contre l'initiative pour un fonds climat

ENVIRONNEMENT. Berne critique un mécanisme fondé quasi exclusivement sur les subventions, qui pèserait jusqu'à 8 milliards de francs par an sur le budget fédéral.

L'initiative populaire du PS et des Verts pour un fonds climat, en votation le 8 mars, ne mise quasiment que sur les subventions, ce qui mettrait à mal les finances fédérales, estime le Conseil fédéral. Il rejette ce texte qui va trop loin. La Suisse doit réduire ses émissions de gaz à effet de serre à zéro net d'ici à 2050. Pour ce faire, l'initiative demande que la Confédération crée un fonds et l'alimente par un versement annuel de 0,5% à 1% du PIB jusqu'en 2050. Ce fonds doit servir à construire davantage de panneaux solaires, à accélérer les rénovations de bâtiments ou à développer les transports publics. La Confédération devrait également soutenir la biodiversité ainsi que l'extraction de CO₂ ou son stockage. La Confédération, les cantons et les communes font déjà beaucoup pour atteindre l'ob-



keystone

Albert Rösti. Le ministre a expliqué la position du collège.

jectif de zéro net d'ici à 2050, a estimé mardi le ministre de l'Environnement, Albert Rösti devant les médias. Et de rappeler que 2 milliards de francs sont disponibles chaque année pour la protection du climat, par exemple pour installer des

panneaux solaires ou remplacer les chauffages à mazout par des pompes à chaleur écologiques.

Le conseiller fédéral a aussi mentionné 600 millions par an pour la protection de la biodiversité ainsi que 800 millions pour financer des mesures climatiques à l'étranger. Le gouvernement «est déjà concrètement actif», a-t-il relevé, rappelant les lois sur la protection du climat, sur l'électricité, sur le CO₂ ainsi que sur l'économie circulaire, certaines lois ayant été validées par le peuple.

«Pas une solution durable»

Les mesures décidées, «ciblées», suivent le principe du pollueur-payeur, a ajouté le ministre. Selon lui, la politique climatique actuelle fait effet, sans uniquement des subventions, mais aussi avec des incitations à réduire les

émissions de gaz à effet de serre pour la population et les entreprises.

Avec l'initiative, une grande partie de la responsabilité en ce qui concerne la réalisation des objectifs climatiques de la Suisse serait reportée sur l'Etat. Ce dernier se verrait obligé d'investir massivement, de 4 à 8 milliards de francs par an, indépendamment de l'état des finances fédérales, a souligné Albert Rösti. L'argent ne serait pas investi où il serait le plus efficace, alors que les attentes seraient hautes. «Ce n'est pas une solution durable.»

Les politiques énergétique et climatique sont étroitement liées, mais la première vient avant la deuxième, a encore martelé le ministre. Il faut avoir assez de possibilités de production d'énergie. La politique représente «une pesée d'intérêts».

Le Bernois a aussi évoqué l'importance de la politique financière. Le nouveau fonds pèserait lourd sur le budget de la Confédération. Selon l'initiative, il ne devrait pas être soumis au frein à l'endettement. Le conseiller fédéral a rejeté cette disposition.

Frein à l'endettement affaibli

Le frein à l'endettement serait affaibli alors qu'il est «un atout pour gérer les finances». Des exceptions sont possibles en cas de situation extraordinaire non planifiée, comme lors de la crise du coronavirus. «Là, on parle de mesures planifiées pendant des années». Le Bernois a concédé qu'il y aurait assez de raisons liées au réchauffement climatique pour faire une exception. Mais on pourrait faire de même dans d'autres secteurs, comme l'AVS ou l'armée. Si on commence à accorder des

exceptions dans un domaine, il faut le faire dans d'autres, «et on peut oublier le frein à l'endettement». Et de refuser de laisser des dettes pour les générations futures.

L'engagement pour la protection du climat ne doit pas se faire uniquement à l'interne, mais aussi à l'étranger, a encore avancé Albert Rösti. Il craint des effets négatifs si on en demande trop au peuple suisse alors que les autres pays s'engagent moins. «Trop réglementer l'économie se traduirait par une baisse de la production suisse, ce qui supposerait de devoir importer de l'étranger, sous de moins bonnes conditions sur le plan climatique», a-t-il développé. Le comité d'initiative défend pour sa part l'urgence d'agir. Les coûts de l'inaction seraient plus élevés que des investissements dans des mesures climatiques. (AGEFI avec ats)